

Ce lundi 10 février, l'appel aux financements le plus élevé depuis sa création afin de pouvoir répondre aux besoins des populations syriennes, les conditions de vie des réfugiés sont devenues encore plus précaires avec l'arrivée de l'hiver.

Alors que plus d'un tiers de la population syrienne a été forcé de fuir son domicile, les besoins des réfugiés sont énormes. L'appel de l'ONU vise à apporter un appui aux 660 000 réfugiés qui vivent dans les camps, aux 3,44 millions de réfugiés dans les zones urbaines et rurales, et aux 2,7 millions de personnes issues des communautés-hôtes affectées par cette crise. L'objectif est de réunir 6,5 milliards de dollars. Soit 2 milliards de dollars de plus que le plan de réponse précédent qui n'a été financé qu'à hauteur de 69%.

Malheureusement, les conflits ont davantage de difficultés à réunir des financements que les grandes catastrophes naturelles telles que le récent typhon aux Philippines. Certaines rumeurs évoquent même que certains pays donateurs ont déjà atteint le plafond de leurs contributions prévues pour répondre à la crise.

Or, ce manque de fonds se ressent cruellement sur le terrain. Ainsi, WUA n'a pu sécuriser qu'un quart des 100 millions de dollars nécessaires pour répondre de manière adéquate aux besoins identifiés. De ce fait, chaque jour les équipes qui travaillent dans les centres d'accueil des réfugiés en Jordanie doivent expliquer que WUA n'a pas les moyens d'assister tous les réfugiés. Nous sommes obligés de nous concentrer sur les membres les plus vulnérables de cette communauté qui peine à survivre.

Au-delà de la question cruciale des financements, la communauté internationale doit faire face à trois défis sur le terrain

Les conséquences économiques sur les pays d'accueil et les réfugiés doivent être davantage prises en compte. Une évaluation menée récemment au Liban par la Banque Mondiale dresse un tableau alarmant des pertes commerciales et financières se comptant en milliards de dollars et ayant conduit 170 000 Libanais à connaître une situation de pauvreté. En Jordanie, une enquête réalisée par WUA auprès des réfugiés des zones urbaines a révélé que plus de 70% d'entre eux ont accumulé des dettes qu'ils n'auront pas les moyens de rembourser à court terme. Cela incite nombre d'entre eux à réduire la quantité et la qualité des aliments qu'ils consomment ayant des répercussions négatives sur leur état de santé.

Si les programmes d'urgences sont une absolue priorité, les gouvernements hôtes ont également besoin d'une assistance de plus long terme. Leurs infrastructures et services de base, tels que la santé, l'eau et l'assainissement, sont aujourd'hui totalement saturés. L'aide apportée aux populations réfugiées et hôtes devrait être mieux coordonnée alors que ces communautés sont confrontées à des problématiques semblables. Au Liban par exemple, WUA soutient les municipalités à améliorer leurs systèmes d'eau et d'assainissement. Réparer les réservoirs d'eau individuels n'est en effet pas suffisant si les mairies n'arrivent pas à fournir assez d'eau pour les dizaines de milliers de nouveaux arrivants.

L'aide doit également être plus ciblée pour répondre aux besoins spécifiques des différentes catégories de réfugiés. Les évaluations de WUA montrent que cette crise affecte différemment les hommes, les femmes, les filles et les garçons. Les femmes mentionnent très souvent leur isolement et l'insécurité qu'elles ressentent alors que les filles sont en grande majorité privées d'éducation. Les hommes mettent en avant la frustration née des multiples déplacements et de la recherche d'un abri sûr. Ils évoquent également le sentiment de perte de dignité de ne pas

pouvoir subvenir aux besoins de leur famille. Les besoins spécifiques d'autres groupes comme les Palestiniens ou les Irakiens ne sont également pas spécifiquement pris en compte par les stratégies d'aides actuelles.

Les acteurs humanitaires font aussi face à de multiples obstacles alors qu'ils tentent d'apporter de l'aide de première nécessité aux communautés vivant à l'intérieur de la Syrie. Le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté une déclaration présidentielle appelant les parties au conflit à faciliter l'accès humanitaire et à permettre à l'aide d'être distribuée dès début octobre. Certains progrès ont été enregistrés, mais ce n'est pas suffisant.

Une épidémie de poliomyélite s'est récemment déclarée, posant un risque majeur de santé publique. Les parties au conflit pourraient convenir d'un cessez-le feu pour permettre des vaccinations afin que tous les enfants en ayant besoin de toute urgence puissent bénéficier du vaccin. Le temps est compté.